



26/09/2018

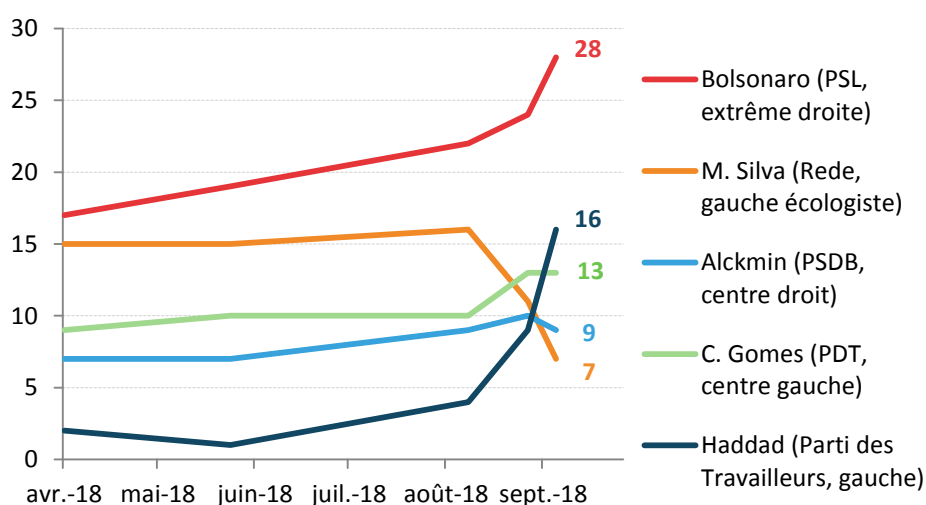
## Brésil: des élections à haut risque

Le scénario de l'élection présidentielle brésilienne de 2018 n'est pas avare en rebondissements, mais à quelques jours du 1er tour qui se déroulera le 7 octobre 2018, la polarisation des intentions de votes des Brésiliens semble se confirmer. Le sondage publié le 19 septembre par l'institut Datafolha voit le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro (PSL) asseoir sa position de favori avec 28% des intentions de votes. M. Bolsonaro, qui ne peut faire campagne suite à l'agression au couteau dont il a été victime le 6 septembre, a significativement accru son avance au cours du mois écoulé. Derrière lui, Fernando Haddad, le candidat du parti des travailleurs (PT, gauche), adoubé depuis sa cellule par Lula, est en forte progression avec 16% des intentions de vote. Les autres candidats ne progressent pas, voire reculent nettement. Dans les simulations de second tour opposant M. Haddad et M. Bolsonaro, les deux hommes sont au coude à coude et ont comme point commun de susciter le rejet d'une large part de l'électorat. Le vainqueur au soir du 28 octobre héritera d'une situation économique peu encourageante avec une monnaie fortement dépréciée et des finances publiques dégradées.

### Intentions de votes

« A deux semaines du premier tour, Jair Bolsonaro (PSL) et Fernando Haddad (PT) sont en position favorable dans les sondages pour se qualifier au second tour »

**Elections Présidentielles : intentions de votes**



Source : Datafolha, Covéa Finance. Dernier sondage : 19 septembre 2018

## Polarisation des intentions de votes

« Le candidat de centre-droit  
Geraldo Alckmin ne parvient pas à  
franchir le seuil des 10% »

➤ La campagne pour les élections présidentielles 2018 au Brésil a été marquée par deux événements d'ampleur en début de mois. Le 1er septembre, le Tribunal Supérieur Electoral (TSE) a invalidé la candidature de l'ancien Président Lula da Silva en raison de sa condamnation et de son incarcération pour des faits de corruption. En prison depuis avril 2018, l'ancien dirigeant brésilien a dû se résigner à désigner Fernando Haddad, qui brigua le poste de Vice Président, pour le suppléer dans la course présidentielle et porter les couleurs du Parti des Travailleurs (PT, gauche). Cet ancien maire de Sao Paulo (2003-2006) était jusqu'alors resté dans l'ombre de Lula, qui malgré son incarcération demeurait le grand favori des sondages. Fernando Haddad a depuis bénéficié du report des soutiens de Lula puisque son score au premier tour est passé de 4% fin août à 16% selon un sondage réalisé par Datafolha le 19 septembre.

Le second événement qui pourrait avoir un impact sur les résultats des élections est l'attaque au couteau le 6 septembre dont a été victime au cours d'un meeting le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro. Toujours en convalescence, M. Bolsonaro a vu les sondages évoluer en sa faveur au cours du mois, atteignant 28% des intentions de votes le 19 septembre, contre 22% un mois auparavant. Dans le même temps, les autres candidats ont vu leur soutien stagner, voire régresser. Le candidat Geraldo Alckmin (PSDB, centre droit), qui dispose pourtant de la plus grande exposition en termes de temps d'antenne à la télévision dans la campagne électorale, ne parvient pas à franchir le seuil des 10%. La candidate Marina Silva (Rede, gauche écologiste) qui engrangeait plus de 15% des intentions de votes jusqu'en août a chuté à 7% dans le dernier sondage de Datafolha. Enfin, Ciro Gomes (PDT, gauche) progresse légèrement à 13%, mais ne bénéficie pas dans la même ampleur que F. Haddad des reports d'intentions de vote des soutiens de Lula. Ce sont donc les candidats des extrêmes, à droite et à gauche, qui semblent être en position favorable pour se qualifier pour le second tour. Les sondages réalisés dans le cas d'une confrontation entre M. Haddad et M. Bolsonaro ont longtemps donné un mince avantage à M. Bolsonaro mais cette tendance semble s'être inversée au cours des derniers jours, avec une légère avance désormais du côté du candidat du PT.

## Des programmes aux antipodes

« Le programme défendu par le  
Parti des Travailleurs n'est pas de  
nature à améliorer l'état des  
finances publiques »

➤ J. Bolsonaro a axé son discours sur la lutte contre la criminalité et la défense de valeurs ultra-conservatrices. Jusqu'alors plutôt en faveur d'un Etat interventionniste, il a adopté durant la campagne un programme nettement plus favorable à l'économie de marché. Son principal conseiller, l'économiste Paulo Guedes, est connu pour ses prises de position très libérales. Ainsi, le programme économique du candidat du PSL prévoit un plan de privatisation massif qui doit permettre une réduction de la dette publique, des baisses d'impôt progressives, et une réforme des retraites vers un système par capitalisation. Du côté du Parti des Travailleurs (PT), le programme défendu n'est pas de nature à améliorer l'état des finances publiques. M. Haddad entend revenir sur la limitation des dépenses fédérales qui avait été instaurée par le gouvernement Temer en décembre 2016, tout comme sur la réforme du code du travail votée en 2017 qui instaurait plus de flexibilité. Par ailleurs, le PT est opposé à une réforme d'ampleur des retraites et défend seulement un alignement du régime des fonctionnaires sur le régime du privé.

Le candidat qui sera élu au soir du deuxième tour le 28 octobre héritera d'une situation économique difficile. La reprise amorcée en 2017, après une récession d'ampleur inédite, reste ténue malgré les bonnes performances du commerce extérieur. La récente dépréciation du Real brésilien (24% face au dollar depuis le début de l'année) pourrait par ailleurs attiser les tensions inflationnistes et pousser la banque centrale brésilienne à adopter une position plus restrictive, qui viendrait pénaliser une activité encore fragile. Enfin, les comptes publics restent très dégradés avec un déficit budgétaire de 7% du PIB en juillet 2018. L'incapacité des gouvernements successifs à passer les réformes nécessaires à l'assainissement des finances publiques reste un sujet problématique au Brésil.

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document.

Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs des droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.